

Info – PluriCH - N°10

Plurilinguitad CH / Plurilinguismo CH / Plurilinguisme CH / Mehrsprachigkeit CH - 08.09.2017

1. Enseignement des langues nationales – dernières évolutions

BL	Les initiatives „ Stopp der Überforderung von Schüler/-innen: Eine Fremdsprache auf der Primarstufe genügt “ (L2 = Français) et „ Stopp dem Verheizen von Schüler/-innen: Ausstieg aus dem gescheiterten Passepartout-Fremdsprachenprojekt “ déposées en avril 2016 ont été déclarées valides par le Parlement cantonal (mai 2017).
GR	Une intervention parlementaire (juin 2017) entend donner la tâche au gouvernement grison d'intercéder auprès du Conseil fédéral pour garantir l'enseignement d'une deuxième langue nationale à l'école obligatoire.
LU	L'initiative populaire « une langue étrangère au primaire » (L2 non précisée) déposée en sept. 2014, rejetée par le Conseil d'Etat (déc. 2016) et par le Parlement (jan. 2017) est soumise au vote populaire le 24 septembre 2017. Le Parlement doit se prononcer sur un postulat qui entend supprimer les 3h supplémentaires prévues pour l'enseignement du français en 5 ^{ème} et en 6 ^{ème} .
TI	Une motion (mai 2017) propose d'avancer et de renforcer l'enseignement de l'allemand à l'école obligatoire.
VD	Le Parlement doit se prononcer sur un postulat (juin 2017) qui invite l'exécutif à étudier diverses mesures pour améliorer le recrutement des enseignants d'allemand.
ZG	Suite à une motion parlementaire (août 2017), l'exécutif a une année pour soumettre une proposition pour repousser l'enseignement obligatoire du français au secondaire, avec français en option dès la 5 ^{ème} année primaire. En réponse à cette motion, une interpellation (août 2017) exige de l'exécutif zougouis un point sur la situation (résultats, moyens, besoins, etc.) de l'enseignement du français au primaire dans le canton.

2. Finanzierung der Schweizer Medien

- a) Der Nationalrat nimmt am 14. September 2017 Stellung zur Initiative „No-Billag“, die, mit der möglichen Abschaffung der Radio- und Fernsehgebühren, die Vertretung der Mehrsprachigkeit in der Schweizer Medien in Frage stellt: ein gleichwertiges TV/Radio Angebot für alle Sprachregionen unseres Landes wäre ohne Radio- und Fernsehgebühren nämlich schwierig zu sichern. Der Bundesrat und der Ständerat haben sich klar gegen die Initiative ausgesprochen.
- b) Parallel zur Diskussion zu den Radio- und Fernsehgebühren liefert Bernard Maissen, Chefredaktor sda, eine Botschaft zur Finanzierung der Schweizerischen Depeschagentur, die folgend lautet:

Das Sprachengesetz sieht die Möglichkeit vor, eine Nachrichtenagentur zu fördern, die ihre Dienstleistungen in Drei Landessprachen anbietet. Die Schweizerische Depeschagentur (sda) erfüllt diese Voraussetzung, erhält bisher aber keine Unterstützung unter dem Titel der Sprachverständigung. Eine solche Förderung in der Kulturbotschaft zu verankern, scheiterte. Da sich die wirtschaftliche Situation der Medien und damit auch der sda rasch und massiv verschlechtert, ist es notwendig, über andere Möglichkeiten der Förderung zu erschliessen. Mit der Einführung der Haushaltsabgabe besteht eine solche Variante. Aus dieser Abgabe soll die Agentur Gelder erhalten, um die Mehrsprachigkeit und den Informationsaustausch über die Sprachregionen weiter

La Loi sur les langues permet de soutenir une agence de presse qui offre ses services dans trois langues nationales. L'Agence télégraphique suisse (ats), qui remplit cette condition, n'a pas reçu de soutien jusqu'ici au titre de l'encouragement de la compréhension entre les communautés linguistiques. Une tentative d'inscrire une telle aide dans le message sur la culture a échoué. Avec la dégradation rapide et massive de la situation économique des médias, et par conséquent de celle de l'ats, il est nécessaire d'explorer d'autres voies. Une solution pourrait passer par la redevance audiovisuelle. L'ats recevrait des fonds par ce biais pour continuer à défendre le plurilinguisme et assurer l'échange d'informations entre les différentes

gewährleisten zu können. Eine Unterstützung, die gleichzeitig als indirekte Förderung allen Medien zu Gute kommt, und diesen in der aktuell sehr schwierigen wirtschaftlichen Situation hilft. Eine Konsultation zu diesem Vorgehen, das ab 2019 eingeführt werden könnte, dürfte im Spätherbst 2017 erfolgen.

régions linguistiques du pays. Un financement qui aiderait de manière indirecte un secteur de la presse en grande difficulté. Une consultation sur ce projet devrait avoir lieu à la fin de cet automne, avec une éventuelle introduction en 2019.

c) La Quotidiana

Der Bund, der Kanton Graubünden, die Lia Rumantscha und die ANR (Agentura da Novitads Rumantscha) stellen für das Projekt „Medias Rumantschas 2019“ CHF 190'000.- zur Verfügung. Die erste Massnahme ist die Rettung der *Quotidiana* (einzige überregionale Zeitung der Rumantschia) bis Ende 2018. Ziel des Projektes ist, für die Zukunft eine koordinierte Lösung zwischen allen rätoromanischen Medien zu finden, wie der Bundesrat in seiner Antwort auf die Interpellation von NR Martin Candinas präzisiert ([17.3316](#)).

3. Session parlementaire - été 2017 : objets liés au plurilinguisme

Le plurilinguisme sera à l'actualité du Parlement fédéral via divers objets en discussion :

- [15.4117](#): *Vive le romanche et l'italien !* (Postulat Semadeni) – CN

Le postulat invite le Conseil fédéral à dresser un bilan des instruments de promotion des langues minoritaires et de faire des propositions d'améliorations dans un rapport sur les bénéfices concrets de l'article 70 de la Constitution (article des langues). Le Conseil fédéral rappelle qu'il effectue des évaluations régulières dans le cadre de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et que les instruments existants sont actuellement renforcés via le Message culture 2016-2020. Il estime un tel bilan prématuré et invite au rejet du postulat.

- [16.071](#): *Oui à la suppression des redevances radio et télévision (suppression des redevances Billag)*. (initiative populaire) - CN

Prise de position sur l'initiative populaire qui entend supprimer la redevance radio et télévision (Billag). Suivant les conseils du Conseil fédéral, le CE a rejeté l'initiative (mars 2017).

Divers objets liés au plurilinguisme sont en attente d'être traités par l'une ou l'autre des Chambres. La table ci-dessous récapitule l'ensemble des objets concernés :

N°	Nature	Déposé par	Intitulé
16.3222	Motion	Marco Romano	<i>Un représentant de la Suisse italienne en qualité d'invité permanent. Adoptée par le CN (sept. 2016).</i>
17.3089	Interpellation	Silva Semadeni	<i>Médias. La cohésion nationale est-elle menacée ?</i>
17.3164	Motion	Stefan Engler	<i>Apprécier la diversité linguistique à sa juste valeur. Adoptée par le CE (été 2017)</i>
17.3302	Interpellation	Groupe socialiste	<i>Enseignement des langues : défendre la cohésion nationale et faire respecter la Constitution</i>
17.3306	Motion	Géraldine Marchand-Balet	<i>Apprentissage d'une deuxième langue nationale. Crédit pour la promotion des échanges linguistiques.</i>
17.3316	Interpellation	Martin Candinas	<i>Quel avenir pour le quotidien romanche « La Quotidiana »</i>

Objets liquidés :

15.3647	Motion	Mathias Reynard	<i>Respect de la loi sur les langues pour les organisations extérieures à l'administration fédérale</i>
-------------------------	--------	-----------------	---

La motion qui proposait d'assurer que les organisations qui sont subventionnées par la Confédération ou exécutent une tâche administrative relevant du droit fédéral communiquent avec les particuliers dans leur langue officielle a été rejetée par le Conseil national.

15.4202	Motion	Leutenegger Oberholzer	<i>Promouvoir l'intégration linguistique des réfugiés</i>
-------------------------	--------	------------------------	---

La motion qui entendait charger le Conseil fédéral de promouvoir la connaissance d'au moins une des langues officielles auprès des réfugiés reconnus et admis à titre provisoire quel que soit leur âge a été rejetée par le Conseil national. Le Conseil fédéral estimait déjà offrir et développer les outils nécessaires à une telle promotion.

17.3161	Interpellation	Joachim Eder	<i>Dominance de l'anglais dans la recherche. Pourquoi nos langues nationales sont-elles reléguées au second plan</i>
-------------------------	----------------	--------------	--

L'interpellation interrogeait le Conseil fédéral sur la pratique de l'anglais dans l'administration fédérale et les groupes de travail nationaux ainsi que sur la politique linguistique du Fonds national suisse. Dans sa réponse, le Conseil fédéral a souligné les besoins de flexibilité et d'équilibre entre ancrage national et international. L'interpellation est liquidée.

4. Italienisch in der Schweiz

Die parlamentarischen Gruppen „[Italianità](#)“ und „[Mehrsprachigkeit CH](#)“, [Penser la Suisse](#) und [Coscienza Svizzera](#) präsentieren am 11. September 2017 in Bern (11.30 Uhr – Medienzentrum) die Resultate der Studie „Italienisch ohne Grenzen“ (2013-2017) – „L'italien sans frontière“ (2013-2017) - „(Ri)scoperta dell'italianità in Svizzera“ (2013-2017) und die damit verbundene Publikation zur Lage des Italienischen in der Schweiz (cf. Anhang).

5. Divers

- La RTS [rapportait](#) le 5 septembre dernier les difficultés des PME romandes à recruter des Suisses-allemands et/ou des Romands maîtrisant l'allemand. Un expert prédit un avantage professionnel clair aux jeunes Romands investissant dans la langue de Goethe.
- La [Fondazione Oertli](#) festeggia il suo cinquantesimo anniversario: La casa editrice “hier und jetzt” pubblica un libro per il giubileo intitolato “[E ti, come sprichst du suisse?](#)” che contiene a testi sul plurilinguismo svizzero redatti da giovani nell'ambito del concorso “[Linguissimo](#)” dal Forum Helveticum, un CD con composizioni relative alla Svizzera quadrilingue e materiale visuale delle installazione plurilingue da Civic City.
- Das Bundesverwaltungsgericht in St. Gallen hat einem Westschweizer Unternehmen in einem Rechtsstreit gegen die SBB [Recht gegeben](#): Diese hatte die Dokumente einer öffentlichen Ausschreibung nur auf Deutsch verfasst, was als diskriminierend beurteilt wurde. Die [Handelszeitung](#) berichtet: „Es ist nicht das erste Mal, dass die Diskussion um die sprachlichen Anforderungen bei öffentlichen Ausschreibungen der SBB aufflammt. Im Jahr 2014 war es aus diesem Grund zu einem Treffen zwischen SBB-Chef Andreas Meyer und der Waadtländer Regierung gekommen“.
- In occasione del suo 5° anniversario, l'ASDLI (Associazione Svizzera della Lingua Italiana) organizza una serata di gala italo-fona il sabato 20 gennaio 2018 all'Hotel Bellevue Palace a Berna. Informazione: gianinazzi@bluewin.ch.
- Blaise Extermann publie chez Alphil une [histoire de l'enseignement des langues en Suisse romande, 1725-1945](#).

6. Agenda – Sprachen im Parlament

Session	Organisation	Veranstaltung	Datum/Ort
Winter	<i>Helvetia Latina</i>	Jahresversammlung Ansprache vom BR Alain Berset	28. November 2017, 19.00 Uhr, Hotel Bern
Winter	<i>Gruppa parlamentara lingua e cultura rumantscha</i>	Sairada grischuna-rumantscha Thema Printmedien	13. Dezember 2017, Bern